

L'ultra-droite se cache derrière «Jour de colère»

PAR MARINE TURCHI
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 24 JANVIER 2014



© Sur le site Jour de colère.

Dimanche, une cinquantaine d'associations défilent à Paris à l'appel d'un mouvement baptisé « Jour de colère ». Ce collectif se présente comme « *apolitique* » et « *citoyen* ». Derrière, on trouve pourtant toute la nébuleuse de l'ultra-droite. Le mouvement est aussi soutenu par Dieudonné et les catholiques intégristes.

Ce devait être une grande mobilisation « *citoyenne* » contre le gouvernement, après le tour de chauffe du **30 novembre** « *contre le matraquage fiscal* ». Mais derrière la manifestation organisée dimanche 26 janvier à Paris à l'appel du collectif « Jour de colère », on trouve toute la nébuleuse de l'ultra-droite et les réseaux catholiques traditionalistes.

[[lire_aussi]]

Un an après les manifestations des anti-mariage pour tous, combien seront-ils dans la rue? Une cinquantaine d'associations partiront de la place de la Bastille à 14h. Mais une grande partie d'entre elles n'existe pour l'instant que virtuellement, à travers des sites Internet ou des pages Facebook.

Le mot d'ordre est très large: lutter « *contre le matraquage fiscal, la misère paysanne, le chômage, l'insécurité, la faillite de l'éducation nationale, la destruction de la famille, le mépris de l'identité française, les atteintes à la liberté et le déni de démocratie.* » Le collectif prévoit un rassemblement sous huit bannières différentes: « *fiscalité* »,

« *éducation-jeunesse* », « *famille* », « *identité nationale* », « *chômage-emploi* », « *respect des convictions religieuses* », « *liberté d'entreprise* ».

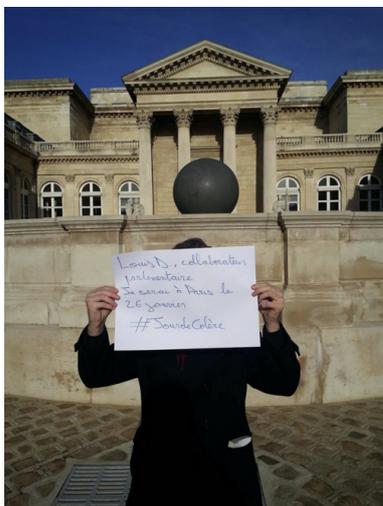
À l'origine de cet événement se trouve un site **Internet** vide de tout contenu qui décrète à l'automne 2013, le 26 janvier « Jour de colère ». Depuis, le site s'est étoffé, avec une liste d'**une cinquantaine de soutiens** et un **manifeste** qui réclame « *la "coagulation" de toutes les colères* ». « *Jusqu'ici, le gouvernement table sur la segmentation des contestations pour mieux les isoler et les mépriser. Il est temps d'unir nos forces autour des points communs qui nous rassemblent* », explique le texte.



La page de l'événement de « Jour de colère ». © Facebook / Jour de colère

Ce collectif anonyme se présente comme « *apolitique* » et « *citoyen* » et affiche neuf organisateurs anonymes: « *Adélaïde, journaliste* », « *Frédéric,*

avocat », « Grégoire, professionnel de l'événementiel », « Louis, collaborateur parlementaire et étudiant », « Stanislas, entrepreneur », etc.



Sur le site du collectif, la liste des organisateurs anonymes. © www.jourdecolere.com

Béatrice Bourges, la porte-parole du Printemps français, la branche radicale issue de la "Manif pour tous", **jure ne pas être à l'origine** de ce collectif: « *Ça part de citoyens qui n'appartiennent à aucun parti politique ou de mouvement particulier* ».

Pourtant, les coïncidences sont troublantes entre les noms des organisateurs du JDC et **plusieurs piliers** du Printemps français, ou figures proches de cette nébuleuse. Comme l'avocat Frédéric Pichon, ancien leader du GUD (Groupe Union Défense), qui a défendu l'année dernière certains manifestants prônant la radicalisation (et qui avait lui-même évoqué « **un devoir de désobéissance contre les lois injustes** »).



Béatrice Bourges (à gauche) et Frédéric Pichon (à droite) lors d'un débat avec Nouvel Arbitre en octobre 2013. © dr

Ou encore Grégoire Boucher, à la tête du groupe Millésimes, « *agence conseil communication événementielle* », et des éditions TerraMare, qui vient de publier un « **agenda pour Tous 2014** » avec une cinquantaine de « *figures* » du « *combat pour la*

famille », dont plusieurs soutiens de « Jour de colère ». Boucher gravite autour de la galaxie du GUD: il est « *ami* » de Frédéric Chatillon et de son bras droit, Olivier Duguet, l'ex-trésorier du micro-parti de Marine Le Pen; Duguet fut aussi le comptable de sa **société Correctif**.



Béatrice Bourges et Adélaïde Pouchol en juin 2013. © Breizh Journal

Autre exemple: Adélaïde Pouchol, qui signe dans *l'Homme nouveau*, journal catholique traditionaliste. En juin, elle a animé une **conférence sur le Printemps français** avec Béatrice Bourges, à Orléans. *L'Express* note de son côté que « Stanislas », autre organisateur de « Jour de colère », « *était bien engagé aux côtés du Printemps Français ces derniers mois* » d'après ses différents écrits sur Internet.

L'hebdomadaire cite aussi David Van Hemelryck, leader d'Hollande-Démission, qui confirme à demi-mot la présence du Printemps français derrière JDC: « *Je ne pourrais pas dire que non mais si certaines personnes souhaitent rester en retrait, c'est leur droit* ». Amputé d'une partie de ses membres, miné par les dissensions internes, et sans véritable structure, le Printemps français a tenté de rebondir à l'automne, mais sans que ses membres n'apparaissent directement.

Dans ce grand chaudron hétéroclite du « Jour de colère », un seul point commun: l'opposition à François Hollande. Le politologue Jean-Yves Camus, **chercheur à l'IRIS** et spécialiste des extrême droites, voit plutôt dans ce « Jour de colère » un « *Jour de défolement* ». « *On y retrouve des mouvements anti-fiscalité, des catholiques traditionalistes qui pensent encore que la loi Taubira pourra être remise en cause, des catholiques intégristes qui combattent l'avortement, des groupuscules d'extrême droite, et tous ceux qui pensent qu'Hollande est illégitime. Tout cela n'est pas très cohérent* ».

Nationalistes, catholiques intégristes et « Dieudosphère »

Dans la liste des soutiens, on croise effectivement aussi bien des collectifs issus du Printemps français (Camping pour tous, Hollande-démission), des associations réclamant la démission d'Hollande (Hollande Dégage, Hollande m'a tué, Stop-Hollande), des mouvements anti-fiscalité (Rassemblement des contribuables français de Nicolas Miguet, les Citrons pressés, les Vaches à lait, etc), anti-islam (comme le Comité Lépante), identitaires (Réseau-Identités, Nationalité-Citoyenneté-Identité, la Ligue francilienne), des catholiques intégristes (comme Civitas, proche de la Fraternité Saint-Pie X), des associations aux revendications plus ciblées (comme les **Bonnets blancs** qui s'opposent à la réforme des rythmes scolaires) et d'autres aux revendications plus floues (l'Observatoire du mensonge, Foutez-leur la paix).

Le mouvement se targue aussi d'avoir le soutien de « Bonnets rouges » (« Les Bonnets rouges », « Les Bonnets rouges 69 », « Les Bonnets rouges nantais »). Ces dérivés identitaires ne sont pourtant pas liés au mouvement officiel breton, qui martèle qu'il « ne s'associ(e) pas » à cette manifestation « contrairement à certains dires sur les réseaux sociaux ». Sur le site, le collectif diffuse également des photos de manifestants anonymes annonçant leur présence:



© Sur le site Jour de colère.

D'autres, sans figurer dans la liste des soutiens, ont annoncé leur venue. Les organisateurs ont expliqué qu'ils ne comptaient pas empêcher « quiconque de participer au rassemblement ».

C'est le cas d'Yvan Benedetti et Alexandre Gabriac, les leaders de l'Œuvre française et des Jeunesses nationalistes, ces groupuscules antisémites dissouts en juillet. Les deux militants ont réactivé leur site Internet Jeune Nation, qui a appelé à une « **mobilisation générale des nationalistes** » avec « Jour de colère ».



© Twitter / Gabriac

De son côté, Égalité et Réconciliation, l'association d'Alain Soral, « invite toutes les personnes sensibilisées par au moins l'un des 8 thèmes abordés » à « se joindre à cet événement », tout en précisant qu'elle « n'organise ni ne participe à la mise en place de la manifestation ».

Mais c'est surtout l'appel de Dieudonné qui divise le mouvement. Mi-janvier, sur sa page Facebook, l'humoriste a relayé les appels à manifester de « Jour de colère » et invité ses soutiens à se joindre au mouvement. « Et ne vous fiez pas aux rumeurs comme quoi la manif serait anti-islam ! c'est faux ! », écrit-il.



© Facebook / Dieudonné

Dieudonné lui-même ne sera pas présent, puisqu'il sera sur scène à Bordeaux pour son spectacle, à 17h. Mais son annonce a perturbé le mouvement. L'association anti-islam Résistance républicaine, satellite de Riposte laïque, a pris ses distances en rejetant « Dieudonné et ses sbires ». « Nous allons crier notre colère face à l'islam (...) ; il est impensable que les soutiens antisémites pro-islam de Dieudonné manifestent à nos

côtés avec barbues et femmes voilées, tout simplement », explique sa présidente Christine Tasin dans un communiqué, le 12 janvier.

Dimanche, des frictions ne sont pas à exclure entre les différents groupes. À l'extrême droite, certains ironisent déjà sur les revendications divergentes des manifestants :



© Twitter / FRdeSouche

Sur Internet, les organisateurs semblent dépassés par des participants diffusant des tracts et slogans ultra-radicaux. Sur Twitter, Résistance royaliste appelle par exemple à rejoindre le mouvement en prenant comme référence les manifestations des ligues d'extrême droite contre le gouvernement, le 6 février 1934 :

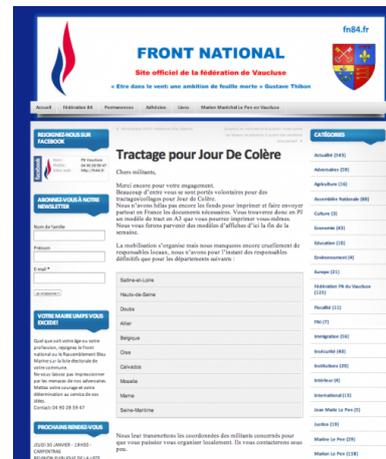


© Twitter / ResistanceDuRoi

Peu d'élus de droite et d'extrême droite ont annoncé leur venue. « C'était en débat dans les partis politiques, mais c'est moins d'actualité: personne ne veut courir le risque d'être assimilé à Dieudonné ou aux catholiques intégristes de Civitas. Pour un candidat aux municipales UMP, s'afficher à cette manifestation serait suicidaire », estime Jean-Yves Camus.

Pilier des manifs anti-mariage pour tous, le député UMP Hervé Mariton assure **au Point** qu'il ne participera pas à cette manifestation dont il n'avait « jusque-là pas connaissance ». Au FN, Bruno Gollnisch répond à Mediapart qu'il n'est « pas sûr de pouvoir s'y rendre » car il est retenu « à Hyères pour (sa) campagne municipale ».

D'autres font carrément marche arrière. Le collaborateur de Marion Maréchal Le Pen, qui avait d'abord indiqué à Mediapart que la députée FN serait probablement présente à la manifestation, nous a expliqué en milieu de semaine qu'elle ne s'y rendrait pas à cause de « l'environnement, l'appel des pro-Dieudonné, la crispation des échanges sur le web ». Pourtant, en décembre, sa fédération du Vaucluse participait à l'organisation de la manifestation. Depuis, ce billet a **disparu**.



Billet du 18 décembre 2013 sur le site du FN du Vaucluse.

Mais « Jour de colère » veut entretenir l'idée d'un rassemblement de grande ampleur. Les organisateurs expliquent que leur appel « est relayé officieusement » à l'Assemblée nationale et que « certains parlementaires auraient même prévu de venir dimanche, en se mêlant aux manifestants de façon anonyme ».

La mobilisation de dimanche sera un test, un an après les grandes manifs contre la loi Taubira. Que reste-t-il du mouvement des anti-mariage pour tous? La mobilisation virtuelle des derniers mois se concrétisera-t-elle sur le terrain? Sur Facebook, quelque 25.600 personnes avaient annoncé leur participation, vendredi en fin de journée. « La grande question, c'est quelle ampleur prendra cette manifestation », souligne Jean-Yves Camus. Pour le chercheur cependant, non seulement ce rassemblement « n'est pas unitaire », mais il souffre de l'absence d'« objectif », de « débouché politique » et de « cadre politique ». « Contrairement au

mouvement contre la loi Taubira, il n'y a pas de figure politique ou médiatique permettant de coaguler tous ces mouvements », explique-t-il.

Le politologue souligne aussi un déficit de logistique. Les organisateurs de « Jour de colère » ont mis en place des relais locaux et affirment qu'« une soixantaine de cars » ont été mobilisés. Un système de covoiturage est proposé par le site. Mais le collectif est loin de la puissante organisation de la « Manif pour tous », qui avait permis d'acheminer des milliers de manifestants à Paris l'année dernière.

Difficile enfin de mobiliser trois semaines consécutives une partie des troupes. « *Il y a trois manifestations en trois semaines, j'étais présent à la Marche pour la vie (contre l'avortement, le 19 janvier, Ndlr), je serai à celle de la Manif pour tous (le 2 février, Ndlr), je ne suis pas sûr d'être à celle de dimanche* », explique ainsi Bruno Gollnisch.

Lire notre enquête du 29 novembre: « Comment la droite catho identitaire se régénère ».

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.